

Economie » Idées

Une crise du capitalisme de concurrence et de sur-accumulation, par Robert Rollinat (II/IV)

3 février 2012

« S'il apparaît que la crise des sub-prime aux Etats-Unis et l'effondrement boursier mondial qui a suivi ont bien été l'élément déclencheur de la crise mondiale, cette dernière n'est pourtant compréhensible, dans ses développements ultérieurs, qu'en considérant la séquence longue d'évolution de l'économie « réelle ». Si la mondialisation des économies (prééminence du « marché », libéralisation « sauvage » des échanges, dérégulation et décloisonnement des institutions de banque et de bourse, déréglementation du marché du travail) a favorisé l'avènement de la crise et ensuite permis sa diffusion dans le monde entier, il faut pourtant, par delà ce constat, la considérer d'abord comme une crise du capitalisme de concurrence. » Deuxième volet de l'analyse de la crise proposée par Robert Rollinat, Economiste, professeur à Paris X Nanterre.



Par Robert Rollinat, Professeur d'Université.
Economiste, décembre 2011

Comment en est-on arrivé là ? Telle est la question qu'il faut aujourd'hui se poser, trois ans maintenant après le déclenchement de cette crise à l'automne 2008, le point de départ pouvant être constitué par la faillite de la banque Lehman Brothers aux Etats-Unis.

Rappelons qu'il y a à peine un an (au début de 2011), bon nombre d'économistes et d'experts avaient considéré que le gros de la crise était désormais passé et que la « reprise », bien que lente et difficile, était désormais assurée. D'autres avaient estimé que les nouveaux pays émergents (dont la Chine) constituaient désormais les « locomotives » de l'économie mondiale et que leur forte croissance, notamment en termes de Produit intérieur brut et de surplus à l'exportation, permettrait une relance

progressive des échanges et de la production. Certaines projections quantitatives prévoient une reprise « en double creux » (double dip) : un premier redressement des indicateurs de la production serait suivi d'une rechute, avant une sortie définitive de l'ornière. Le problème est que, si l'on se situe à un niveau macro-économique global, ce premier redressement n'a pas eu lieu et que la grave crise financière et monétaire et les événements de l'automne 2011 nous éloignent encore pour longtemps de cette perspective.

En fait, la crise actuelle, comme toute crise du mode de production capitaliste doit d'abord être considérée comme une crise de valorisation du capital [1]. Pour « réaliser » la valeur, il est non seulement nécessaire de dégager un profit pour rémunérer les investisseurs et les apporteurs de capitaux mais aussi d'assurer la reproduction du capital investi.

Pour le redire ici de manière très générale et d'un point de vue global, les difficultés pour le capital à dégager des profits suffisants dans la sphère « productive » faute de rencontrer, sur les marchés mondiaux, une demande solvable suffisante (en particulier aux Etats-Unis) a conduit le système à rechercher, par tous les moyens, d'autres modes de valorisation. Le secteur « réel », en raison d'une concurrence internationale accrue, ayant vu se restreindre les investissements « rentables », générateurs de profits, base même de l'accumulation capitaliste, d'autres opportunités de gain ont été explorées. Ainsi, au début des années 2000, l'orientation du capitalisme vers le support constitué par la « Net-économie » a pu être considérée comme une des manifestations les plus spectaculaires de la difficulté du capital à continuer sa valorisation dans le secteur réel. On assistera dans ce secteur à la création d'une bulle artificielle de sur-investissement qui engendrera une surproduction d'offres de services. La déconnection par rapport aux besoins réels du marché conduira au krach de cette « Net-économie ». D'autres formes de valorisation seront mises en œuvre, surtout par délocalisation vers des pays « périphériques » à bas coût de main d'œuvre.

S'affirmant progressivement, à partir des années 1980, la « financiarisation » des économies a donc consisté à rechercher dans l'activité bancaire, dans la spéculation financière des opportunités de profit à côté de la sphère « réelle » directement productrice de marchandises ou de services.

Le crédit a été un des principaux véhicules de cette financiarisation puisqu'il a permis de maintenir, pour un temps, un certain niveau de consommation en dépit de revenus salariaux en baisse. Jusqu'au déclenchement de la crise ouverte fin 2008, les Etats-Unis ont été l'exemple-type de ce modèle de crédit et de spéculation, modèle générateur de capital qu'on peut considérer comme « fictif » puisqu'il ne conduisant pas à une véritable accumulation et étant financé avec des capitaux pouvant à tout moment refluer hors du système. Ce système de crédit a été poussé à l'extrême aux Etats-Unis où, avec la garantie de l'Etat, les banques ont pu faire souscrire, à des ménages en partie insolubles, des prêts immobiliers (les fameux prêts Ninja) pour accéder à la propriété. Lorsque le retournement du secteur immobilier se produira, ces prêts « sub-prime » deviendront irrecouvrables et ce sont les banques prêteuses et les organismes hypothécaires qui les ont garantis qui entreront en faillite. On sait comment, après 2008, cette crise s'est diffusée, via les supports

Mis à Jour le : 3 février 2012 19:57



Dans la même Rubrique

Les Articles

- Une crise du capitalisme de concurrence et de sur-accumulation, par Robert Rollinat (II/IV)
- Rifkins, Stiglitz, Sachs : la voie du développement durable, par Chems Eddine Chitour
- Une économie mondialisée au détriment des salariés et des citoyens, par Robert Reich
- La crise de l'euro, nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale, par Robert Rollinat (I/IV)
- Plaidoyer pour un protectionnisme européen, par Gaël Giraud

Dans l'Actualité

Les Brèves

- ▶ 130 ans de réchauffement climatique en 26 secondes (Video, NASA)
- ▶ « Une crise qui nous vient de si loin...ou les facilités de la mondialisation » par JC Werrebrouck
- ▶ Durée moyenne de la semaine du travail aux USA : 34 heures - 41 heures dans l'industrie, dont 3,5 heures supplémentaires (BLS via Big Picture)
- ▶ « L'inflation n'est pas le problème, c'est la solution » (Paul Krugman, Le Monde)
- ▶ Balcon sur mer de chine : les USA veulent renforcer leur présence militaire aux Philippines (Raw Story)
- ▶ Idéal bafoué : le chômage des jeunes en Europe (Graphique)
- ▶ Brutal : le pic pétrolier, c'est maintenant (Graphique, Gregor Macdonald)
- ▶ Grande Bretagne, Espagne, Italie, La débâcle de l'austérité, par Paul Krugman (RTBF, VF)
- ▶ Grèce : L'archevêque Ieronymous dénonce les « médecines mortelles » de l'austérité (Kathimerini)
- ▶ Grèce : le commerce va perdre 160 000 emplois cette année - le pays sur la pente de la « pauvreté absolue » (Kathimerini)

Les Articles

- Climat : Des sceptiques incompetents, lettre ouverte de scientifiques

titrisés de « prêts toxiques » dans de nombreuses banques dans le monde entier.

S'il apparaît que la crise des sub-prime aux Etats-Unis et l'effondrement boursier mondial qui a suivi ont bien été l'élément déclencheur de la crise mondiale, cette dernière n'est pourtant compréhensible, dans ses développements ultérieurs, qu'en considérant la séquence longue d'évolution de l'économie « réelle ». Si la mondialisation des économies (prééminence du « marché », libéralisation « sauvage » des échanges, dérégulation et décloisonnement des institutions de banque et de bourse, déréglementation du marché du travail) a favorisé l'avènement de la crise et ensuite permis sa diffusion dans le monde entier, il faut pourtant, par delà ce constat, la considérer d'abord comme une crise du capitalisme de concurrence [2].

La concurrence est inhérente au système. Elle suppose la « chasse » permanente aux profits, aux opportunités de valorisation des capitaux disponibles. C'est « l'aiguillon de la concurrence » qui pousse à la baisse des profits compte tenu de l'insuffisance de la demande solvable sur les marchés. La « loi » de baisse tendancielle du taux de profit découle logiquement de cette analyse.

La crise a conduit à une baisse, souvent brutale, de l'activité économique et donc du chiffre d'affaires des entreprises. Dans la plupart des secteurs, elles en ont profité pour rationaliser la production : rationalisation des structures, délocalisation de certaines productions ou d'entreprises entières vers des pays à bas coût de main d'oeuvre, licenciements, chômage partiel, baisse des salaires lorsque la résistance des salariés était insuffisante.

Il n'est pas question ici d'analyser en détail les formes prises, dans les différents pays, par ces restructurations mais il est évident que leur objectif, dans un contexte de concurrence exacerbée par le déroulement même de la crise, était l'abaissement des prix de production des marchandises et des services afin d'en réduire le prix sur des marchés « globaux » de plus en plus compétitifs et mondialisés [3].

Dans les pays industrialisés du « centre », est apparu, dans de nombreuses branches, un excès de capacités de production. Des équipements, des usines entières ont été mises au rebut, d'autres ont cessé de produire. Une recomposition du capital s'est opérée à l'échelle mondiale non seulement dans les « vieux » secteurs de l'activité manufacturière [4] (maintenant d'ailleurs devenus, dans ces pays, un secteur restreint de la production globale : 7% du PIB aux Etats-Unis) mais aussi dans tous les autres secteurs : ceux de la distribution et du transport, dans les technologies de l'information et de la presse, dans toutes les activités de service, de Banque et de Bourse. La position de la Chine comme « atelier du monde » s'en est trouvée renforcée et d'autres pays dits « émergents » comme l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud ont pu aussi, pendant un temps, bénéficier de transferts de capitaux en quête de valorisation.

Cette dimension géo-politique de la restructuration depuis 2008 d'un capitalisme déjà largement mondialisé est un élément essentiel pour comprendre la situation d'aujourd'hui. Ce qui s'est traduit sur le terrain par des « licenciements boursiers », en Europe, en Amérique et ailleurs, a été accompagné par des changements importants dans la structure financière de nombreuses entreprises : prises de participation de banques ou de fonds de pension, fusions entre firmes, changements de raison sociale suite à des concentrations, des fusions ou de nouvelles introductions en Bourse. Au lendemain de la crise, en 2009, les opérations sur le capital des entreprises (fusions, acquisitions, OPA amicales ou hostiles) ont été ralenties mais elles avaient repris fortement depuis lors et retrouvé leur rythme d'avant-crise. Ces transformations, plus ou moins rapides selon les résistances sociales rencontrées ont été parfois accompagnées par des « aides » financières des Etats et des banques centrales, l'objectif recherché étant toujours l'abaissement du « coût des facteurs de production et notamment du premier d'entre eux : le travail.

Du point de vue de la « séquence » de crise initiée en 2008, le brutal ralentissement de l'économie a révélé, dans la plupart des « vieux » pays industriels d'importantes surcapacités de production (statistiquement mesurables à travers la baisse du « taux d'utilisation des capacités productives »). Dans de nombreux secteurs, la crise a conduit à rendre obsolètes une part du capital précédemment investi. Ce capital ne terminera jamais pas son cycle productif (en termes comptables, ne sera jamais amorti). Ce processus de dévalorisation, bien décrit par Marx, a conduit à une perte considérable de valeur, de fait à une destruction de valeur.

La « dévalorisation » du capital est permanente mais elle s'accroît pendant la crise. Elle se traduit par une forme de suraccumulation du capital : trop de capital accumulé par rapport aux potentialités du marché et donc aux possibilités de bénéfices. Cependant, même en temps de crise, la quête insatiable du profit, la nécessité de valoriser les capitaux disponibles n'interrompent pas le processus d'accumulation qui va se focaliser sur de nouveaux secteurs considérés comme porteurs d'avenir et donc supposés « rentables ». Pour les grandes firmes désormais mondialisées, les mécanismes déjà évoqués de la délocalisation vont favoriser cette évolution.

« L'accumulation de crise » se concentre donc sur les secteurs où le capital est encore susceptible de rapporter de la valeur et du profit. Les formes antérieures de production (parfois constituées d'équipements (de brevets) ou de bâtiments récents pas encore amortis) se retrouvent subitement obsolètes, hors circuit, perdant toute valeur. On a donc une énorme « destruction » de capital accumulé selon un mécanisme prédateur bien analysé par Marx : « la barrière du capital, c'est le capital lui-même ». Ce caractère « auto-destructeur » du mode de production capitaliste, particulièrement aigu pendant la crise, a été relevé, sinon analysé, par de nombreux économistes. C'est un facteur déterminant qui permet de saisir la « dynamique » et les spécificités de la crise en cours ainsi que ses conséquences sur la force du travail et les salaires.

La sur-accumulation de capital suppose implicitement la surproduction de marchandises (et de services) [5]. Cette surproduction n'est que le sous-produit de la loi de concurrence, de la « guerre économique » qui se mène entre les détenteurs de capitaux. La surproduction ne se traduit pas nécessairement par des stocks physiques de biens invendus (bien que cet aspect soit bien évidemment toujours présent). Désormais, grâce à une politique « rationnelle » de gestion de la production, des flux d'importation ou d'exportation, la « surproduction » n'est que latente. De toute manière, elle ne sera que relative, dans un monde où des besoins essentiels d'une part

au Wall Street Journal

■ Rifkins, Stiglitz, Sachs : la voie du développement durable, par Chems Eddine Chitour

■ Paul Krugman : la crise européenne en 7 graphiques

■ Une économie mondialisée au détriment des salariés et des citoyens, par Robert Reich

■ Iran : suspects habituels et mémoires sélectives, par Robert Fisk

■ La crise de l'euro, nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale, par Robert Rollinat (1/1V)

■ 2011, nouvelle année record de température

■ Iran-USA : une dangereuse absence de dialogue, par Trita Parsi

■ Nucléaire iranien : les options militaires des USA, par Konstantin Bogdanov

■ Israël, victime de sa sociologie, par Uri Avnery

importante de la population ne sont pas satisfaits.

Elle ne peut être que relative car elle reste limitée par les capacités d'absorption du marché et conditionnée par l'existence d'une demande solvable qui dépendra pour l'essentiel, à l'issue du cycle de production, de la part de plus-value revenant à la force de travail, au « partage » entre les profits et les salaires. Que la position politique et sociale du salariat ait, dans ce « partage », un rôle déterminant relève de l'évidence.

De 2008 à aujourd'hui, la mise en valeur du capital s'est donc poursuivie, mais dans des conditions de plus en plus difficiles et prédatrices. Les grands groupes mondialisés ont été évidemment les mieux placés pour tirer bénéfice d'une situation où la base d'extorsion de la plus-value s'est restreinte, notamment dans les pays du « centre ». Les grands groupes se sont organisés autour de certains secteurs-clé de l'économie, souvent les plus rentables [6]. Cette « rationalisation » de la production n'a pu se faire qu'en introduisant de nouvelles technologies, c'est-à-dire des modes de production plus « efficaces » (productivité accrue), en fait en réduisant encore, dans ces secteurs, la part du travail dans la production. Ces gains de productivité expliquent pourquoi il n'y a pas eu de créations nettes d'emplois lors des brefs « rebonds » conjoncturels qui se sont produits depuis 2008 (croissance sans emploi ou « jobless recovery ») et que les embauches réalisées ont été le plus souvent réalisées à des conditions salariales inférieures à celles de l'avant-crise. Mais la « destruction » de capital ne concerne pas seulement le secteur « réel » de l'économie, elle concerne aussi les « bulles » de capital fictif accumulées, tout au long des phases récurrentes de la spéculation monétaire et financière. Il est évidemment difficile d'appréhender l'ampleur de ces processus permanents de destruction de valeur mais le comportement de la Bourse, très volatile en période de crise, permet cependant d'en avoir une idée. On a ainsi estimé qu'en deux jours, les 5 et 8 août 2011, en Europe et aux Etats-Unis, la capitalisation boursière aurait baissé de plus de 900 milliards d'euros, soit 37% des pertes des six mois précédents au cours desquels la seule baisse des marchés boursiers aurait fait perdre 3400 milliards d'euros de capitalisation boursière [7] des deux côtés de l'Atlantique (soit près d'un tiers du Produit Intérieur Brut des Etats-Unis).

Le secteur bancaire est un des secteurs où la « destruction » de capital fictif accumulé (générateur de confortables profits dans la phase d'ascension du cycle) est aujourd'hui le plus spectaculaire. Face à des débiteurs défaillants (les Etats dits « souverains » mais aussi des entreprises en difficulté) on assiste (voir plus haut) à une brutale dévalorisation de leurs actifs. Il leur faut réduire drastiquement leurs bilans et envisager des « recapitalisations » d'autant plus difficiles que les risques de leur faillite n'a jamais semblé aussi proche. En conséquence, la nouvelle « purge » envisagée dans le secteur en termes d'emplois, en Europe mais aussi aux Etats-Unis, apparaît comme particulièrement sévère : plus de 6000 licenciements à Unicredit en Italie, 4000 à la Société Générale et 1400 à la BNP en France, 50.000 dans les banques anglaises.

Texte communiqué par l'auteur

[1] Pour un rappel de l'explication générale des crises chez MARX, nous renvoyons à notre texte : « La crise du capitalisme d'aujourd'hui : une analyse marxiste » [2009], 32 pages.

En anglais, pour une présentation particulièrement claire et pédagogique, voir HARMAN Chris [2010] : « Zombie Capitalism : Global Crisis and the Relevance of Marx ». Bookmarks Publications. Londres. En particulier, les trois premiers chapitres, pp. 21 à 85.

[2] Dans cette optique, dire de la crise actuelle qu'elle est « systémique », antienne commune aux réformistes et « régulateurs » de tout acabit, relève de la pure tautologie. Elle consiste, le plus souvent, à stigmatiser « les excès » de la finance, à dénoncer l'âpreté au gain et l'inconséquence des banquiers, à quémander une « nouvelle répartition des richesses ». Sont escamotées les bases matérielles de la crise du capital, son mode d'évolution et son approfondissement depuis le krach bancaire et financier de l'automne 2008. HARMAN (op.cit., p. 57-59) rappelle sur ce point les conceptions de MARX sur « l'essence » même du capitalisme et ses réflexions sur la possibilité/ inévitabilité des crises.

[3] Un exemple-type : le secteur automobile. Il a été, aux Etats-Unis, sauvé de la faillite par l'Etat et profondément restructuré avec des fermetures de sites, des licenciements, des fusions ou des accords avec des firmes européennes ou asiatiques. En 10 ans, constructeurs et équipementiers ont supprimé 640.000 emplois aux Etats-Unis. Depuis 2009, la firme General Motors (avec Ford désormais alliée à Wolskswagen) a survécu mais en fermant quatorze usines et en réembauchant, pour l'automobile électrique, une petite partie des licenciés mais à des salaires deux fois moins élevés : « General Motors renaît mais dans un Detroit à l'agonie ». Le Figaro Economie, 14 mars 2011. En France, la firme Renault, ex-symbole « national » du secteur, a donné naissance à un conglomérat qui associe désormais le Japonais Nissan, le russe Avtovaz, le roumain Dacia, le coréen Samsung, avec un partenariat avec l'allemand Daimler. Désormais, trois voitures Renault sur quatre sont produites à l'étranger (Slovénie, Turquie, Espagne, Corée) pour les marchés locaux ou « réimportées ». En 2009, l'Etat français qui possédait encore 15% du capital de l'ex-Régie lui avait « prêté » 3 milliards d'euros (tout comme à Peugeot) afin de faciliter une « mutation » productive qui n'a pas jusqu'à présent sauvé les emplois à Flins, Sandouville ou Douai. Carlos Ghosn, le PDG de Renault est cependant resté le patron le mieux payé de France en 2010. Peugeot-Citroën, groupe désormais mondialisé, a annoncé en Novembre 2011, la suppression de plus de 4000 postes de travail en France.

[4] Un autre exemple, celui de l'acier. Le n°1 mondial de la sidérurgie, ArcelorMittal, désormais indien, avait fermé en 2008-2009 la moitié de ses sites de production dans le monde. Il avait depuis lors développé au niveau mondial une stratégie de fusions-acquisitions, privilégiant les pays émergents et réduisant massivement les effectifs au travail, avec d'énormes surcapacités industrielles en Europe et aux USA. C'est désormais un acteur global présent de l'extraction des minerais à la commercialisation des produits sidérurgiques. Son principal client en 2011 : la Chine qui consomme 40% de la production mondiale d'acier. En France, sont maintenant en train de disparaître les dernières aciéries rachetées à Arcelor. Dans un tout autre domaine, d'innovation récente, voir la « guerre » engagée par les

principaux opérateurs de téléphonie mobile mondiaux , en matière de commercialisation des iPad et des nouveaux iPhone

[5] Parmi les secteurs où la suraccumulation paraît particulièrement importante : le transport, et en particulier le transport maritime. Face à une baisse générale du commerce mondial (moins 8% entre début 2010 et début 2011), d'énormes surcapacités de transport maritime sont apparues (minéraliers, pétroliers, porte-conteneurs). La flotte de transport de biens lourds n'est aujourd'hui utilisée qu'à un tiers de ses capacités, compte tenu de la livraison de nouveaux bateaux commandés avant la crise. Les coûts de transport se sont effondrés, menaçant la survie des plus grandes compagnies. Des surcapacités du même type existent aussi dans le transport aérien cargo et dans le transport routier. Outre les secteurs industriels ou de service, il faut aussi considérer l'immobilier. Suite à la bulle spéculative dans ce secteur, des millions de logements, des programmes entiers, aux Etats-Unis, en Espagne, en Irlande sont devenus invendables et le sont restés. Même constat dans l'immobilier de bureau où d'importantes surcapacités sont apparues. Une forme visible et incontestable de « destruction » de capital.

[6] Ainsi, en France, les bénéfices des sociétés du CAC 40, (le résultat net) selon un cabinet d'audit lié au « Monde » avaient progressé de 9,5% au 1er semestre 2011 à 46, 2 milliards d'euros avec un chiffre d'affaires en hausse de 6,6% (650 milliards d'euros). On s'attendait à ce que ces grands groupes dégagent 94 milliards d'euros en 2011, soit 15% de plus qu'en 2010. Les raisons de cette divergence avec l'évolution « moyenne » du PIB ? Une croissance qui a continué en Asie, une rationalisation « mondiale » renforcée des systèmes de production, la poursuite des délocalisations vers pays à bas coût de main d'œuvre, de multiples opérations de fusion-acquisition intensifiant cette stratégie de mondialisation.

[7] Sont ici prises en compte les pertes des 500 entreprises américaines de l'indice boursier SP 500 et celles des 600 entreprises européennes du DJ Stoxx 600. Estimations de Dexia Securities, filiale de courtage de la Banque Dexia (avant sa disparition...).

Du même auteur

- La crise de l'euro, nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale, par Robert Rollinat (I/IV)

Lire aussi

- Paul Krugman : la crise européenne en 7 graphiques
- La crise de l'euro, nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale, par Robert Rollinat (I/IV)
- Vu d'ailleurs : la faillite de l'euro serait celle de l'Europe, éditorial du Quotidien du Peuple
- Tribune : Pour un démontage concerté de l'euro
- L'euro pousse l'Italie vers la dépression, par Ambrose Evans-Pritchard
- Eurocrise : vers l'heure de vérité, par Jacques Sapir
- Grèce : chroniques d'un naufrage imposé, par Grigoriou Panagiotis
- Standard & Poor's sanctionne la rigueur européenne
- L'austérité tue l'Europe, par Jeff Madrick
- Pourquoi faut-il que les Etats payent 600 fois plus que les banques ? par M. Rocard & P. Larrourou
- Les conditions d'un démantèlement réussi de la zone euro, par Jean-Claude Werrebrouck
- Reniements européens : la prise de pouvoir de la finance, par Michael Hudson (III/III)
- Eurocrise : la responsabilité historique des dirigeants européens, par Jacques Sapir
- Eurocrise : qui sont les vraies cigales ? par Yanis Varoufakis
- Radar 15/12/11 - Eurocrise bancaire : dégâts collatéraux
- Radar 9/12/11 - Eurocrise : une grave erreur de diagnostic, rappelle Martin Wolf
- Les politiques de rigueur vont détruire l'Eurozone, par Simon Tilford and Philip Whyte (VO)
- Une dernière chance de sauver l'eurozone de l'implosion, par Yanis Varoufakis (VO)

Référence	http://contreinfo.info/article.php3?id_article=3195			
 Envoyer à un ami	 Imprimer	 DEBATE Forum	 Nous Ecrire	 Haut de Page

